

Questions orales

Ma question est la suivante, et j'aimerais savoir si le ministre pourrait nous donner une réponse, oui ou non. Est-ce que la fermeture de ce centre de camionnage est due à l'ouverture d'une usine *Volvo-GM Heavy Truck Company* aux États-Unis? Est-ce que nos emplois canadiens s'en vont aux États-Unis? Est-ce que c'est cela la politique du libre-échange du gouvernement?

L'hon. Michel Côté (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Absolument pas, monsieur le Président. Je pense justement que l'effort que nous avons fait dans le cas de la GM à Sainte-Thérèse, une aide de 110 millions de dollars, non seulement, comme je l'ai mentionné, a maintenu les emplois qui étaient là, mais nous avons également contribué à l'augmentation de certains emplois au Québec, en Ontario et dans chacune des régions et particulièrement dans les régions concernées, à la GM, à Sainte-Thérèse et voilà, encore une fois, une des régions où il y avait le besoin d'une aide gouvernementale pour contribuer à bâtir ce tissu industriel qui est nécessaire à la santé économique de ces régions.

* * *

[Traduction]

LES DROITS DE LA PERSONNE

LE SALVADOR—L'ATTAQUE LANCÉE PAR LES MILITAIRES CONTRE DES TRAVAILLEURS SYNDIQUÉS

M. Dan Heap (Spadina): Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Jeudi dernier, au Salvador, selon des comptes rendus téléphoniques, les Travailleurs unis de ce pays manifestaient pacifiquement pour la libération de centaines de prisonniers politiques détenus illégalement à la prison Mariona, lorsque les militaires ont ouvert le feu sur eux et blessé gravement au dos Julio Portillo, secrétaire général du syndicat.

Le ministre entend-il demander des comptes au gouvernement Duarte pour cet acte de violence et pour les nombreuses attaques qu'il a lancées ces derniers mois contre les syndicats?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, le député me signale encore une fois à la Chambre des renseignements que j'ignorais. Je vais examiner cette affaire et lui donner une réponse.

Par contre, en ce qui concerne la question qu'il m'a posée l'autre jour, je suis en mesure de lui répondre que mes fonctionnaires à Ottawa ne possèdent pas de renseignements sur Antonio Hernandez. Nous avons demandé à notre ambassade de San José de faire enquête. Je communiquerai les résultats de ces recherches au député aussitôt que possible.

M. Heap: Je remercie le ministre de sa réponse à ma demande précédente. Le texte de celle que je viens de lui faire a été envoyé hier à son cabinet, mais il ne lui est peut-être pas encore parvenu.

Une voix: L'avez-vous envoyé par la poste?

M. Heap: Non, le document est allé de mon bureau au cabinet du ministre; il n'est pas passé par l'Alberta ni dans les mains de ces rigolos là-bas.

Des voix: Oh, oh!

M. Heap: Monsieur le Président . . .

Une voix: C'est bon pour le NPD.

M. Andre: Ray Martin vous remercie.

M. le Président: La parole est au député.

Une voix: Il parlait des députés conservateurs.

M. Heap: Monsieur le Président, je parlais uniquement des députés de l'Alberta à la Chambre.

Des voix: Trop tard.

M. Heap: Je voudrais demander en outre au ministre . . .

Une voix: Continuez, c'est excellent!

Mme Copps: Et les députés néo-démocrates à l'Assemblée législative de l'Alberta?

M. le Président: Si le député voulait bien en venir à la question.

● (1500)

L'ATTAQUE À LA BOMBE CONTRE LE BUREAU DU COMITÉ OSCAR ROMERO

M. Dan Heap (Spadina): Monsieur le Président, le ministre pourrait-il faire enquête au sujet des attaques à la bombe perpétrées le même jour, soit jeudi dernier, contre le bureau du comité Oscar Romero des mères de personnes détenues et disparues et au cours desquelles deux mères ont été blessées et tous les dossiers ont été détruits et au sujet de l'avertissement que leur a donné le jour suivant le ministre de la Défense en menaçant de disperser les marches pacifiques auxquelles elles participent toutes les semaines pour demander des renseignements sur leurs maris, leurs frères et leurs fils disparus?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, je ferai enquête et j'ose espérer que le député saura faire preuve à la Chambre de cette modération à laquelle son parti invite parfois certains d'entre nous.

Je dois lui dire que je ferai enquête avec le même zèle que je veillerai à ce que les allusions qu'il a faites à mon égard et à l'égard d'autres habitants de l'Alberta ne passent pas inaperçues aux yeux de l'électorat et du public de l'Alberta.

Des voix: Bravo!